



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article859>

Le Coktail gratuit de Bakar : Brelent d'As pour le Général

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Contributions - réflexions -



Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2008

Union des Forces de Progrès

Le raisonnement par analogie n'est pas toujours valable. Deux situations, même concomitantes, peuvent ne pas se ressembler. Comme deux cas essentiellement dissemblables peuvent avoir des similitudes. Même si quelque cinq siècles avant Jésus, Parménide disait qu'on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve.

Le brouillamini politico- institutionnel, qui s'enlisait jour après jour, a provoqué fatalement le retour à une situation connue. Pour qui se rend honnêtement à l'évidence, le pays vit actuellement du déjà vu, du déjà vécu.

Les militaires peuvent se permettre de dire « veni vidi Vici » ; je suis venu, j'ai vécu, j'ai vaincu ... puis que Sidioca n'a pas convaincu. Au passage tout a commencé quand le président déchu a fait preuve d'une impéritie phénoménale aggravée par un entourage vorace et pressé de faire le plein. Comme quoi quand on fait bouchée triple, le risque de s'étrangler est certain.

Ici, l'on se rappelle la maxime du grand chef de guerre et sage Ahmed Mahmoud Ould M'heimid alias Hateq ed-douel (le destructeur d'empire), « Chiakha tourachif », littéralement : Le pouvoir se sirote. Autrement dit, lorsqu'on arrive au pouvoir, il vaut mieux déguster ses délices lentement et sûrement. Slowly but surely, diraient les Anglais.

Déjà vu mais atypique Sans qu'elles soient identiques, la situation au lendemain du 3 août et celle du 6 août ont ceci de semblable : Une junte au pouvoir, des partis politiques prêts à se jeter dans la bataille aboutissant à un gouvernement civil et à une constitutionnelle apaisée. Mais on est obligé, aujourd'hui de s'apercevoir, à ses détriments, que la situation d'après le 6 août est pour le moins, par endroit, atypique. Un mois après ce que l'on s'accorde à appeler « mouvement de rectification », les horizons sont assez sombres. Les sidiocaïstes continuent leur grogne et n'accepteraient que le retour quasi-impossible de " leur" président.

Malgré l'embellie des soutiens" inconditionnels" des populations ayant horreur du vide au pouvoir entretenu par Sidioca, le HCE, ne semble pas face à un cas tout bénéf. Le RFD, la très grande formation dont le chef avait engrangé près de 48% à la dernière présidentielle, est en passe de retirer son soutien, après s'être rendu compte qu'il s'est planté avec enthousiasme. Dans l'euphorie du départ de Sidi, le parti dirigé par Ould Daddah a quasiment soutenu. Mais le silence, puis la remise aux calendes grecques d'un agenda par le général chef du HCE ont déconcerté le RFD qui voudrait bien voir se dérouler des élections libres et transparentes, dont l'issue peut lui être favorable.

Cette formation parmi d'autres moins importantes veulent voir l'auteur du coup d'Etat du 6 août se prononcer sur trois questions dans le cadre d'un agenda emmenant à une vie constitutionnelle normale. Entre autre, quand est ce qu'aura lieu l'élection présidentielle ? ; le président et les membres du HCE seront-ils candidats ? Les militaires vont-t-ils, comme la fois passée, avoir un candidat ? Cette dernière question en cache une autre : est-ce que le HCE sera neutre ? Le RFD a quasiment retiré son soutien en "excommuniant" ses membres ayant accepté un maroquin dans le gouvernement de Moulaye Ould Mohamed Laghdaf. Encore une erreur ! Pourquoi chasser des jeunes du parti pour avoir participé à un gouvernement de la République.

Le RFD serait-il devenu la Résistance et le nouveau gouvernement celui de vichy ? Quel intérêt aurait le RFD à traîner indéfiniment, voire infiniment, des troupes dans le billard. Il ne fallait pas se prononcer à leur sujet. Plutôt les laisser "s'expérimenter" et se faire à tout point de vue, en attendant une nouvelle échéance présidentielle. A ce moment, ceux qui croyaient aux idéaux portés par leur parti vont rejoindre ; les autres peuvent jeter officiellement l'éponge, ce qui n'est pas la fin du monde. Les nouveaux promus auraient "servi", ne serait-ce que comme cheval de Troie. La gauche, en France, n'a pas remercié Bernard Kouchner qui a accepté un porte-feuille de ministre dans le gouvernement de Sarkozy.

Le Cocktail gratuit de Bakar : Brelent d'As pour le Général

Non plus Dominique Strauss-Kahn n'a été ostracisé pour avoir été " placé " par la Droite au FMI .Rien ne doit être figé en politique ; c'est la science du possible, dit-on.Au lendemain du 3 août.Disons qu'on est beaucoup mieux au lendemain du 3 août. Le CMJD avait, sans tarder, annoncé la couleur avec un calendrier bien corsé ; ce qui avait, entre autre, facilité la collaboration conditionnelle de la communauté internationale.A l'instant, le pouvoir du général Aziz a, il faut le dire, des difficultés tant à l'intérieur qu'avec l'extérieur.A l'intérieur, il jouit de nombreux et grands soutiens, mais les pourfendeurs de la Rectification sont coriaces et manoeuvriers.

Avoir à ses trousses une partie d'Adil, l'APP, l'UFP et Tawassoul, c'est avoir quand- même du pain sur la planche. A l'extérieur, plus que jamais, les Américains sont caustiques, les Français commencent à sanctionner par le refus de visas à de hautes personnalités. Sans oublier le gel de la coopération financière des grandes institutions. Mais encore qu'il faut concéder que tout se discute (...)Le général n'est pas un bleu Face à cette situation, le général ne sera certes pas l'enfant de chœur. L'homme dont la carrière s'est toute déroulée dans les dédales du pouvoir saurait à quoi s'en tenir. Arrivé au sérail en tant que lieutenant, le voilà général, sans quitter les très hautes sphères.Pendant vingt ans, il a vu de près, Maawiya faire et défaire l'Etat.

Se faisant discret et calme, surtout dans son moment de disgrâce relative, il écoute plus qu'il ne parle . Témoin passif de l'actif mais aussi du passif de la Mauritanie des vingt dernières années, il aurait suffisamment de recul par rapport aux choses. Avant de quitter le pouvoir ou de vouloir le conserver, il se donne le temps malgré la pression interne et externe, tout en refusant d'exhiber son brêlent d'as : les trois réponses auxquels veulent lui faire prononcer les partis politiques.

Il se peut, pour une raison ou une autre qu'il ne veuille pas perdurer au pouvoir, mais connaissant bien les Mauritaniens en leur annonçant son départ à moyen terme, ils cesseront de le craindre.Détenant présentement le pouvoir par le fait des armes et par des soutiens intérieurs, il va laisser les choses se "décanter" 'Au cas où il arrive à convaincre l'extérieur, ce n'est pas un intérieur mouvant et versatile qui va lui poser grand problème pour régner sans grand partage. Comme tout autre mauritanien, il n'aura pas trop de mal à mobiliser des soutiens traditionnels et des moyens financiers, çà et là pour rester assez longtemps aux rennes de l'Etat.

Au pire des cas où la pression internationale se fera « sérieuse » et menaçante, le général et ses amis vont préparer leur retrait, sans oublier de se couvrir les arrières en bons militaires.Tout en brandissant les cartes qu'il n'a pas encore abattues, il va négocier une amnistie, des garanties pour son avenir, etc. Il pourra même obtenir un amendement constitutionnel qui fasse participer l'Armée au pouvoir et qui constituerait de toute façon un gage contre les coups - d'état récurrents. En fait de jeu, on peut dire que le général Aziz, joue quitte ou double.

Brahim Ould Bakar Ould Sneiba

Source : AIMourabit (Mauritanie)